

MARCEL GAUCHET
**« POUR NOS ÉLITES, IL EST
INCONCEVABLE QUE L'IMMIGRATION
POSE UN PROBLEME. »**

Propos recueillis par Daoud Boughezala et Élisabeth Lévy



Philosophe et historien, directeur d'études émérite à l'EHESS, Marcel Gauchet dirige la revue *Le Débat* qu'il a cofondée avec Pierre Nora en 1980. Dernier ouvrage paru : *Comprendre le malheur français* (avec Éric Conan et François Azouvi, Stock, 2016).

Pour nos élites, il est inconcevable que l'immigration pose un problème. Enlisés dans l'idéologie des droits de l'individu, nos dirigeants peinent à répondre aux offensives culturelle ou militaire déclenchées par les islamistes. Pour sauver notre mode de vie, Marcel Gauchet prône une laïcité combative et argumentée.

Causeur. Depuis janvier 2015, la France a été régulièrement frappée par des attentats islamistes qui affaiblissent une cohésion sociale déjà fragile. En dépit de la rhétorique guerrière qui fait florès dans la classe politique, nous avons du mal à penser ce qui nous arrive. Du reste, nous avons déjà du mal à le nommer. Faut-il, selon vous, parler de « guerre contre le terrorisme » ?

Marcel Gauchet. Nous ne sommes pas en guerre, car la guerre suppose des entités politiques définies qui se combattent suivant des règles établies. Si nous étions en guerre, nous devrions considérer Salah Abdeslam comme un prisonnier de guerre couvert par la convention de Genève, ce qui serait assez embêtant pour l'enquête et le procès. Nous sommes dans une affaire de police à l'épreuve d'un genre particulier de délinquance qu'on appelle terrorisme. Cependant le mot de « police » est trop faible par rapport à la gravité de ces attentats. Aussi l'affichage de militaires qui ne servent absolument à rien d'un point de vue pratique – ils n'ont empêché aucun attentat – revêt-il une importance symbolique extrême. En fait, nous aurions besoin d'une police qui utiliserait des moyens militaires. Cela voudrait dire tuer des gens considérés comme des combattants, alors que la police arrête les suspects et ne tire qu'en situation de légitime défense.

En tout cas, si c'est une guerre, c'est une drôle de guerre. Malgré la prolongation de l'état d'urgence et les grandes déclarations du gouvernement, seule une poignée de djihadistes présumés a été arrêtée cet été. Comment expliquez-vous le fossé entre le vocabulaire belliqueux employé par les autorités et la faiblesse des résultats ?

Nous sommes en guerre et en vacances, et c'est pour protéger les vacances que nous sommes en guerre ! Cette manière assez particulière de faire la guerre nous éloigne passablement d'une quelconque mobilisation collective. Tous nos repères habituels répugnent fondamentalement aux moyens qu'il faudrait utiliser. Un état de guerre réel, par exemple, ne laisserait pas des

ennemis déclarés revenir s'installer sur notre territoire. Or nous allons tranquillement permettre à quelques centaines de djihadistes de regagner leurs pénates dans nos banlieues, rapatriement de Syrie aux frais du contribuable, avec quelques mois de prison à la clé tout au plus. Mais nous n'allons pas manquer de poster des militaires devant la cité pour leur montrer qu'au cas où, ça pourrait chauffer !

Oui, mais le terme de « guerre » renvoie aussi à une mobilisation de la société contre un ennemi intérieur – l'islam radical qui constitue le terreau du djihadisme. Est-il plus pertinent sur ce front ? Comment nommeriez-vous, pour votre part, ce qui nous arrive ?

Il n'y a pas de nom pour désigner ce qui nous arrive. Nous sommes dans un cas de proto-guerre civile pour des motifs qui nous sont inintelligibles. Dans la guerre sociale que menaient les anarchistes à la fin du XIX^e siècle, aussi détestables que l'on pouvait juger leurs moyens, on comprenait parfaitement leurs motivations. Ils étaient les acteurs les plus radicaux d'une lutte des classes qui se poursuivait par ailleurs selon d'autres voies. L'enjeu était clair pour tout le monde : le renversement de la société bourgeoise. Mais les terroristes islamistes d'aujourd'hui n'ont pas de but défini et ne veulent pas le pouvoir. Personne ne peut comprendre à quoi cela sert de tirer sur des gens attablés à une terrasse de café. Ce qui ajoute à notre incompréhension, c'est qu'en dépit de tous les efforts pour le nier, les djihadistes sont des Français d'un genre particulier. Ils sont issus de l'immigration, c'est-à-dire du projet de vivre mieux chez nous que dans la société d'origine. Or la seule chose certaine que l'on discerne derrière leur conduite, c'est qu'ils nous haïssent pour ce que nous sommes...

À la frontière de l'identité et de la délinquance, le djihadisme apparaît comme un sous-produit d'un certain type de séparatisme musulman qu'on observe aujourd'hui en France. Y a-t-il dans l'islam quelque chose de structurellement impossible à intégrer ?

Cette frange aberrante ne représente évidemment pas l'islam en général. La bonne démarche est de s'interroger sur la situation globale de l'islam et de chercher à comprendre à partir de là certaines expressions extrêmes qui s'y manifestent. Ce qui est vrai, c'est que l'islam nous confronte à un type de religiosité que nous avons quitté depuis longtemps et qui va totalement contre l'idée spontanée que l'Occidental d'aujourd'hui peut se faire de la religion. Pour nous, la religion c'est avant tout des croyances individuelles. Pour un musulman, c'est avant tout une façon de faire société, et l'islam a poussé plus loin encore que le judaïsme et le christianisme cette connexion entre foi et mœurs. Ce qui fait que le passage à la modernité y représente un défi particulièrement rude. →

L'islam exclut donc toute sortie de la religion ?

Au contraire, ce processus est bien entamé dans les sociétés musulmanes, et c'est pour cela que les islamistes nous pourrissent l'existence ! Les musulmans sont gagnés comme les autres par l'occidentalisation du monde, qui est le vrai nom de la mondialisation. Les Occidentaux sont aveugles à l'immense difficulté de cette acculturation *obligée* pour les peuples qui la subissent. Ceux-ci se voient contraints de digérer en très peu de temps un cadre culturel qui a mis des siècles à se créer chez nous, qui leur tombe dessus de l'extérieur et qui remet profondément en question leur manière d'être. Étonnez-vous de l'ambivalence de leur accueil ! Ils prennent, parce que c'est une proposition qu'on ne peut pas refuser, mais ils ne nous vouent pas une affection débordante. Nous voudrions que les barbares auxquels nous apportons la « *civilisation* » nous embrassent sur la bouche. Mais ils ont des motifs de nous porter d'autres sentiments.

Quand « ces barbares » sortent de nos écoles, on est en droit de s'étonner...

Cela veut dire que nos écoles ne leur ont pas appris grand-chose, ou ont réveillé autre chose. Un enfant n'arrive pas comme une page vierge à l'école, il est déjà le produit d'une société, d'une culture, d'un univers et de repères culturels. En cas de contradiction entre ce bagage et ce que l'école est chargée de lui apprendre, ça peut faire très mal, dans tous les sens de l'expression.

Dans les années 1980, on était sûrs, avec Christian Jelen, qu'ils feraient de bons Français. Même Michèle Tribalat pensait qu'on pouvait « faire France ». Au bout de trois ou quatre générations d'immigrés, nous découvrons avec stupéfaction qu'un monde étranger s'est constitué autour de nous !

Nous avons créé une contre-société dont nous n'avons aucune idée. Jadis, la France était ce pays singulier où n'importe qui pouvait devenir français sans un pli. Non seulement français mais « franchouillardisé » jusqu'au trognon. Nous avons vécu jusqu'à une date récente sur la fausse sécurité de cette expérience historique. Elle nous a trompés, car entre-temps tout a changé, l'immigration a changé, l'islam, puisque c'est principalement de lui qu'il s'agit, a changé, notre société a changé. D'abord, nous n'avons plus affaire à la même immigration. On émigrerait par adhésion plus ou moins consciente aux valeurs de la société d'accueil. On allait aux États-Unis pour jouir de la liberté, de la prospérité, de la possibilité de s'exprimer en tant qu'individu. La France a été une terre d'immigration privilégiée parce qu'elle a offert pendant longtemps l'exemple de la République, ce qui voulait dire beaucoup pour les gens qui la rejoignaient. Portée par cet esprit, l'école jouait aisément son rôle d'intégrateur...

Comment cette belle mécanique s'est-elle enrayée ?

C'est le grand tournant de la mondialisation qui a changé l'immigration. Il en a fait une affaire économique comme le reste, qui n'implique absolument pas d'adhésion aux valeurs de la société d'accueil, laquelle est uniquement perçue sous l'angle des bénéfices matériels qu'elle apporte. Dans ce cadre, non seulement vous ne renoncez pas à votre identité d'origine mais vous entendez bien l'importer dans la société d'accueil.

Mais les Français musulmans sont souvent plus royalistes que le roi, surenchérissant par rapport à l'islam de leurs parents...

Dans le même temps, l'islam a changé lui aussi. En fonction du mécanisme réactif dont nous avons déjà parlé, la globalisation, en accélérant l'acculturation des sociétés musulmanes, a amplifié la riposte fondamentaliste. Tous ces mouvements entrent en résonance. Et nos sociétés, de leur côté, se sont elles aussi « identitarisées », de telle sorte que dans un premier temps elles n'ont pas vu malice dans l'affirmation d'identités exotiques, au contraire.

« Pierre Manent me semble faire preuve d'une grande naïveté, car pour passer un compromis il faut un partenaire. »

Votre analyse du phénomène migratoire semble dénuée de toute passion, surtout mauvaise. Mais la conclusion implacable est que si nous accueillons plus vite que nous intégrons ça ne peut pas marcher. Pourquoi nos élites peinent-elles tant à comprendre ce phénomène ?

Leur cadre intellectuel spontané le leur interdit. Pour elles, il est simplement inconcevable que l'immigration pose un problème. À leurs yeux, seuls les individus existent. Dès lors, les cultures, considérées comme une réalité qui précède les individus et s'impose à eux, relèvent de l'impensable. C'est cette logique qui conduit à sous-estimer la complexité du processus culturel que suppose l'intégration, c'est-à-dire l'adoption d'une autre société que celle dont on vient. Notre société s'étant convertie à la religion des droits illimités de l'individu, nous voilà désarmés. La pression sociale très forte qu'on appliquait aussi bien aux petits Bretons qu'aux petits Polonais est en effet devenue un symbole d'autoritarisme insupportable. Au point que les nouveaux venus sont désormais supposés s'intégrer automatiquement en fonction d'un credo élémentaire : « *Chacun selon sa liberté et chacun selon son intérêt.* »



Manifestation contre le projet de loi prévoyant l'interdiction du port du voile à l'école, Lille, 17 janvier 2004.

« *Toi, ton burkini, moi, mon bikini !* » en somme. Mais même le règne du « *chacun fait ce qui lui plaît* » n'explique pas pourquoi des musulmanes éprouvent subitement le besoin de se baigner en tenue islamique. S'agit-il de tester la société française, et qui organise ces tests ?

Une partie manifeste du problème tient à l'action souterraine de forces relativement bien organisées, en particulier les Frères musulmans. Ils représentent une capacité militante dont nous ne savons presque rien, mais dont nous sommes bien obligés d'observer les effets, d'un bout à l'autre de la société, des quartiers à l'université. Aussi divers et nébuleux qu'ils soient, ils ont un projet et une politique à grande échelle. Ils appliquent une stratégie de conquête culturelle que nous allons devoir nous tracasser à mieux identifier et combattre.

Face à un combat culturel, ne devons-nous pas nous aussi mener un combat culturel ? Ou faut-il interdire par la loi certains signes extérieurs d'islamisme, comme le burkini ou

le voile à l'université, au risque de créer des tensions ?

Mon sentiment est que nous sommes obligés de le faire, parce que nous sommes dans un rapport de forces, que nous le voulions ou non. Il y a un an ou deux, je vous aurais probablement répondu différemment. Mais j'ai pris conscience que nous avons affaire à une action politique délibérée, avec ses extrémistes et ses modérés, que nous devons traiter différemment, bien sûr, mais que nous ne devons laisser faire ni les uns ni les autres.

C'est justement avec ces modérés que, dans son dernier livre, *Situation de la France*, Pierre Manent propose de conclure un compromis qui fait peut-être bon marché des droits des femmes...

Pierre Manent me semble surtout faire preuve d'une grande naïveté, car pour passer un compromis encore faut-il qu'il y ait une volonté de compromis chez son partenaire. Or je ne la vois pas au rendez-vous, si ce n'est comme un gain provisoire dans une stratégie de conquête. Les islamistes ne se contentent pas de demander à vivre paisiblement dans leur coin. Ils veulent →

s'imposer à notre société. Non pas par en haut, sous la forme d'un projet de domination politique, mais par en bas, sous la forme d'une extension du territoire où prévalent les mœurs conformes à ce qu'ils regardent comme la loi divine. Cela passe par le nombre, par l'occupation de l'espace, par le contrôle social et, pour finir, par la bataille pour la reconnaissance publique.

Devons-nous donc nous bagarrer sur le terrain des mœurs ?

Il faut réarmer intellectuellement la laïcité. Celle-ci donne l'impression d'être inopérante parce qu'on n'en voit plus le contenu. Elle s'est définie jadis par rapport à la religion catholique et elle a tellement gagné qu'elle ne sait même plus ce que veut dire « religion », de telle sorte que devant une religion différente comme l'islam, elle est désarmée. Son contenu est en fait très précis : le refus de toute loi d'ordre religieux. Vous croyez ce que vous voulez, mais la société n'admet pour règle que celle définie en raison entre les citoyens. L'argument du « *c'est leur droit !* » est invalide parce que les droits en question ne s'entendent qu'à l'intérieur d'une communauté politique qui a au préalable exclu le principe d'une loi religieuse. Il faut se rendre à l'évidence historique : l'islam est une religion d'avant les droits de l'homme, face à laquelle nous sommes contraints de rejouer leur conquête. Rappelons-nous que Vatican II n'a ratifié la liberté religieuse qu'en 1962. Elle reste à établir dans le cas de l'islam.

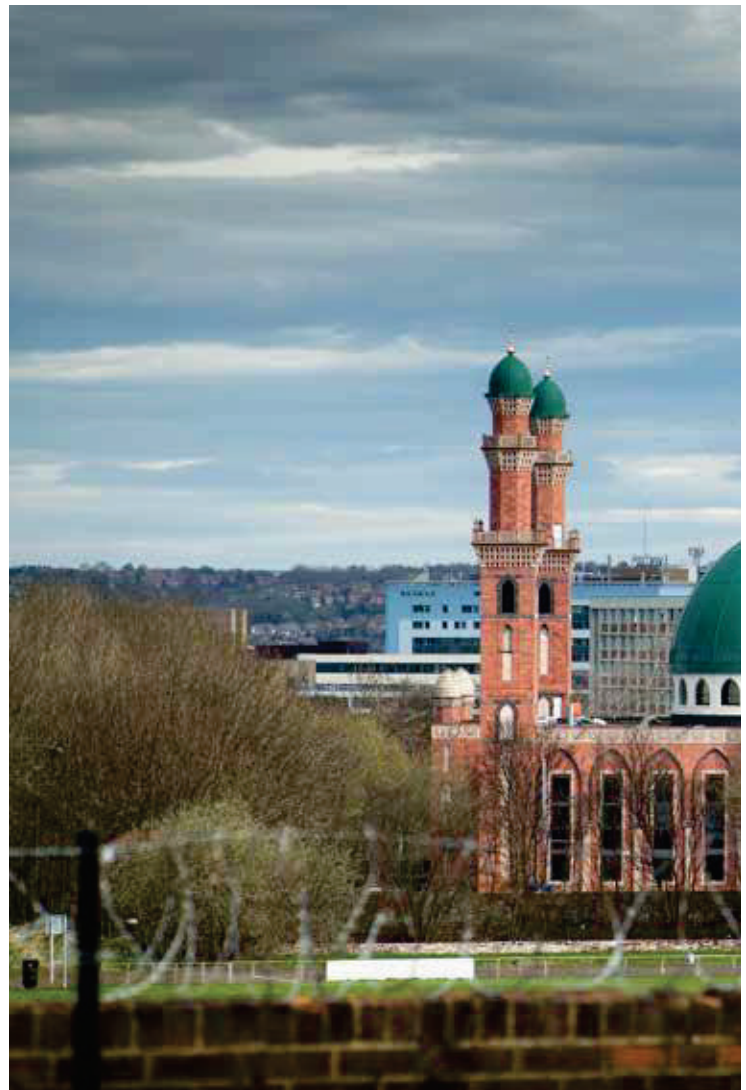
« Je redoute énormément 2017. Ce sera la compétition du vide. »

Comme la communauté politique française n'est pas en très bon état, ne risque-t-on pas de susciter de l'hostilité jusque chez les musulmans républicains ?

Sans céder un pouce de laïcité, jouons également l'ouverture. Des tas de musulmans sont divisés entre l'attrait et le refus de nos règles. Donnons-leur de bonnes raisons de basculer de notre côté. Sur un autre front, il revient en outre à l'Occident de faire le travail de connaissance critique de l'islam que le monde musulman n'a pas mené jusqu'à présent. C'est une politique publique dont les effets ne se feront sentir qu'à long terme, mais qui est cruciale du point de vue du rapport de forces entre Lumières et foi aveugle. Cessons de confier à des « islamophiles », voire à des islamistes, des chaires de fertilité identitaire comme on le fait aujourd'hui.

L'islamisation complète de la France est-elle un risque réel ?

Ça m'étonnerait que ce projet réussisse, mais il peut faire de gros dégâts au vu de la situation économique. Les emplois s'en vont, les travailleurs arrivent... de



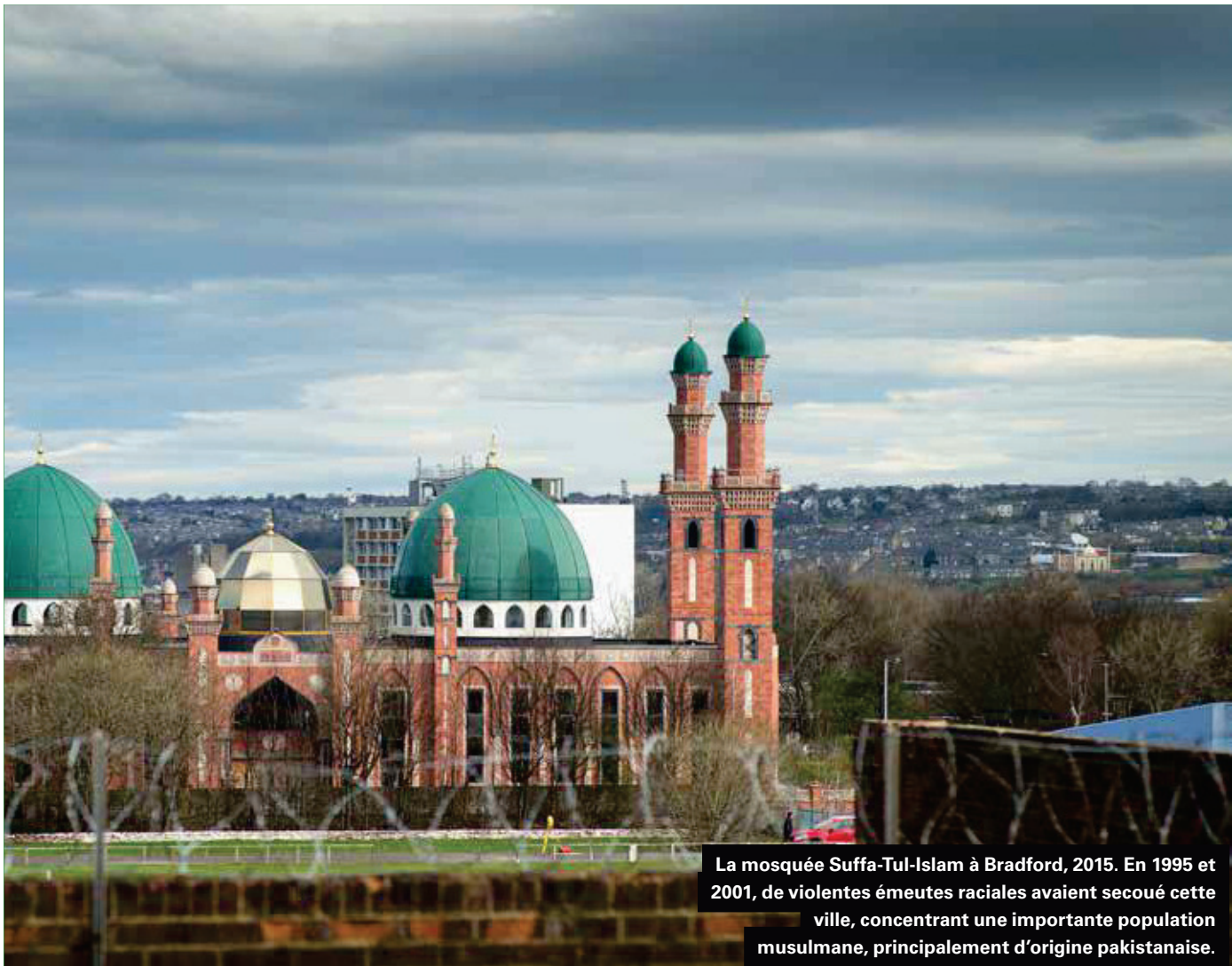
telle façon que la spirale d'appauvrissement s'ajoute à la pression géopolitique. Ces convertis délirants qui vont essayer d'aller massacrer quelqu'un en Syrie quand ils ne le font pas chez nous expriment très bien l'anomie de notre société.

Le tableau de la France n'est guère réjouissant. Tout bien pesé, *Soumission de Houellebecq* serait-il un scénario optimiste ?

Houellebecq commet une erreur très intéressante à pointer : en bon Occidental christiano-marxiste il croit que les islamistes aspirent à prendre le pouvoir. Ce n'est pourtant pas du tout leur objectif. Ce qui les intéresse, je le répète, c'est la conquête de la société.

Un ministre de l'Intérieur soucieux de la paix sociale pourrait se dire avec cynisme : « Je vais lutter contre le terrorisme et laisser les Frères musulmans islamiser pacifiquement les banlieues »...

C'est ce qu'ont fait peu ou prou les Anglais. Mais il est très difficile d'acheter la paix sociale, parce que nous sommes pris dans un engrenage. Non seulement l'efficacité de cette stratégie est incertaine, mais par ailleurs nous sommes impliqués en Afrique, au Maghreb et



La mosquée Suffa-Tul-Islam à Bradford, 2015. En 1995 et 2001, de violentes émeutes raciales avaient secoué cette ville, concentrant une importante population musulmane, principalement d'origine pakistanaise.

en Syrie, du coup nos ennemis ne manquent pas de motifs pour nous en vouloir.

Si on excepte la manière, le Front national n'avait-il pas raison avant les autres, comme le pensent de plus en plus de Français ?

Laurent Fabius l'avait dit il y a fort longtemps et il avait raison, n'en déplaise aux imprécateurs qui l'ont cloué au pilori : « *Le FN pose de bonnes questions et il y apporte de mauvaises réponses.* » Le langage dans lequel Jean-Marie Le Pen parlait n'était pas le bon et les perspectives qu'il ouvrait étaient mauvaises. Là où il touchait juste, et où le Front national en tire un crédit profond dans la société, même chez des gens qui ne voteront jamais pour lui, c'est qu'il a eu le courage de poser une vraie question. L'image du Front national, dans la population, c'est celle du courage. C'est quelque chose que les journalistes de France Inter et les sociologues du CNRS ne perçoivent pas.

Compte tenu de leur discrédit, que peuvent faire les politiques de droite ou de gauche ?

La fonction politique consiste d'abord à mettre des mots sur les choses. C'est bien plus important que le programme de tel ou tel. Or la pire des incapacités de notre personnel politique, c'est de nommer ce

problème de l'immigration, de le poser dans un langage acceptable, permettant d'en débattre raisonnablement. J'ai été frappé, au moment de l'attentat de Nice, par le décalage entre le discours des politiques, y compris les pires grandes gueules de la droite locale, et les interrogations des gens ordinaires. Les politiques s'insurgeaient contre l'insuffisance des mesures de sécurité, le populo se demandait ce que faisait cet olibrius sur le territoire français, en remarquant très bien que les politiques évitaient soigneusement la question.

L'élection présidentielle approche, et l'on ne voit pas l'ombre d'une solution. Ça vous inquiète ?

Je redoute énormément 2017. Ce sera la compétition du vide et il sera impossible, cette fois, de ne pas voir le vide. Quel que soit le candidat qui sera élu parmi ceux qui s'annoncent, on sait d'avance qu'il sera à côté de la plaque, qu'il ne réglera rien et que les choses ne pourront que s'aggraver. La dépression française ne va pas s'arranger. •



Comprendre le malheur français, Marcel Gauchet, Éditions Stock, 2016.